

COMMUNIQUE DE PRESSE 17 juin 2013

18^{ème} édition du baromètre de KPMG et de la CGPME sur le financement et l'accès au crédit des PME

6 PME sur 10 manquent d'informations sur le CICE et seulement 43 % envisagent de l'utiliser

Pour la 18^{ème} édition de ce baromètre, dont les résultats seront commentés à Planète PME le 18 juin à l'occasion de la séance plénière prévue à 15h15, l'IFOP a interrogé en mai 2013, à la demande de KPMG et de la CGPME, plus de 400 dirigeants d'entreprises françaises de 10 à 500 salariés sur leur financement et leur accès au crédit. Dans un contexte d'augmentation des besoins de financements, près d'un tiers des dirigeants de PME estime que la situation économique a des impacts négatifs importants sur les conditions d'accès au crédit.

Dans un contexte toujours marqué par l'inquiétude, 57 % des dirigeants de PME font face à une baisse de leur chiffre d'affaires

Bien que légèrement en recul, l'inquiétude des dirigeants de PME pour l'économie française est toujours partagée par 89 % d'entre eux (-3 points par rapport à mars 2013). Près d'un tiers (32 %) se déclare même « tout à fait inquiet », contre 23 % il y a trois mois.

Corollaire de cet état d'esprit, la part des patrons de PME inquiets pour leur propre activité atteint 57 %, contre 53 % en mars 2013. **La baisse du chiffre d'affaires est citée comme la principale difficulté, affectant désormais 57 % des PME** (+5 points par rapport à mars 2013) à un niveau jamais atteint depuis juin 2010. A l'inverse, les hausses sur les coûts ou les prix des fournisseurs impactent moins de patrons qu'au trimestre précédent (45 %, -9 points), de même que les problèmes de trésorerie ou de financements qui concernent désormais le quart des entreprises (contre 32 % il y a trois mois). Les difficultés avec l'assureur-crédit restent stables et concernent 6 % des PME.

Le CICE, un dispositif plébiscité par les PME de plus de 100 salariés, qui fait face à un défaut de compréhension des dirigeants

Plus de la moitié (52 %) des dirigeants de PME interrogés pense que le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) ne concerne pas toutes les entreprises. Cette opinion est même partagée par 65 % des dirigeants dans le BTP. En conséquence, ils ne sont que 43 % à avoir l'intention de recourir à ce dispositif. Toutefois, on note un intérêt plus vif pour



le CICE dans les PME de 100 à 249 salariés et de 250 à 499 salariés, qui envisagent d'y avoir recours pour respectivement 79 % et 78 % d'entre elles.

Parmi les principaux freins à son utilisation, le manque d'informations sur le dispositif est cité par six patrons de PME sur dix (60 %), suivi par la complexité du dispositif (49 %), et le risque de contrôle fiscal (11 %).

Une forte hausse des besoins de financements liés à l'exploitation

Près d'un tiers (32 %, -2 points) des dirigeants de PME estime que la situation économique a des impacts négatifs importants sur leurs conditions d'accès au crédit.

En parallèle, les besoins en financements des PME augmentent et atteignent le niveau le plus haut depuis le début de l'année : 65 % d'entre elles ont au moins un besoin de financement (+6 points sur trois mois), dont 44 % pour financer l'exploitation (+6 points), et 32 % pour financer des investissements (-1 point).

Lorsqu'il s'agit de financer les investissements*, **les besoins de crédits s'orientent en priorité vers le remplacement ou l'entretien de l'exploitation (59 %, -2 points)**. Les crédits pour des investissements d'équipements (véhicules, informatique...) restent stables (38 %). En revanche, les besoins de crédits pour des acquisitions de développement et des crédits pour des investissements d'innovation connaissent tous deux une baisse et concernent respectivement 23 % (-4 points) et 21 % (-6 points) des dirigeants de PME.

L'autocensure des PME ayant besoin de financer l'exploitation en augmentation

L'autorestriction des patrons de PME dans leurs investissements et dans leurs demandes auprès des banques connaît un léger déclin, bien qu'elle affecte encore 37 % des PME (- 2 points par rapport à mars 2013). Cela concerne même 46 % des patrons inquiets pour leur activité et 58 % de ceux ayant des besoins de financement pour l'exploitation.

Par ailleurs, la part des PME qui font face à au moins une mesure de durcissement de la part de leur banque atteint 71 % (+4 points), au même niveau qu'il y a six mois. Cette situation concerne aujourd'hui 82 % des PME ayant besoin de financer leur exploitation et 85 % des PME dans le secteur des services.

Parmi les mesures de durcissement citées, le financement avec des frais élevés ou à des montants plus faibles que souhaités reste la principale difficulté ressentie par 41 % des PME (-1 point). Viennent ensuite les demandes de garanties supplémentaires qui affectent 38 % des PME (+1 point), les demandes de cofinancements (32 %, +1 point), la réduction des crédits ou des facilités de

trésorerie (24 %, -2 points) et les délais d'acceptation de dossiers trop longs (23 %, +1 point).

Malgré ces mesures de durcissement, la part des patrons de PME envisageant d'examiner les conditions de banques concurrentes reste stable à 39 %. Par ailleurs, 38 % (-1 point) imaginent réexaminer leurs lignes de crédit.


**32 % de l'échantillon se trouve concerné par les besoins de financements d'investissements.*

Méthodologie

- Echantillon de 401 dirigeants d'entreprises, représentatifs des entreprises françaises de 10 à 500 salariés.
- La représentativité de l'échantillon a été assurée par un échantillonnage raisonné sur les quotas (taille salariale, secteur d'activité, région) et un redressement selon les données INSEE.
- Les interviews téléphoniques de ce baromètre ont eu lieu du 21 au 28 mai 2013.

KPMG en France

Premier groupe français d'audit, d'expertise comptable et de conseil, réalisant 860 M€ de chiffre d'affaires et employant 8 000 personnes en 2012, KPMG France est membre de KPMG International, réseau de cabinets indépendants exerçant dans 156 pays. Les professionnels interviennent auprès des grands comptes internationaux, des ETI et groupes familiaux, des TPE et dans différents secteurs de l'industrie, du commerce et des services financiers.

www.kpmg.fr  Suivez notre actualité sur Twitter !

CGPME

1 650 000 entreprises représentées - 550 000 entreprises adhérentes

Par ses **123 Unions territoriales interprofessionnelles** présentes dans toute la France, la CGPME permet l'accès à l'information. Dans le cadre de la défense des intérêts collectifs de ses adhérents, elle leur dispense assistance et conseil. Elle est également un lieu de rencontres, d'échanges d'expériences, de partage de savoir-faire pour les chefs d'entreprise.

Forte de ses 220 fédérations professionnelles, la CGPME est à l'origine de nombreux services qui simplifient la vie des entrepreneurs.